

Développements macroéconomiques récents

Alors qu'elle s'était contractée de 1,8 % en 2020, la croissance du PIB a rebondi à 1,3 % en 2021, grâce à l'expansion du secteur non pétrolier, notamment l'huile de palme (120 %) et l'industrie du bois (29,8 %). Le chômage, estimé à 20,5 % en 2020, reste élevé, notamment pour les jeunes, exacerbant la pauvreté, qui était estimée à 33,4 % en 2017. Le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 2,1 % en 2020 à 3,4 % en raison d'une hausse des dépenses d'investissement et des dépenses courantes liées à la crise sanitaire. La dette publique est estimée à 74,7 % du PIB en 2021, contre 77,4 % en 2020.

En 2021, l'inflation s'est repliée à 1,1 % contre 1,3 % en 2020, en raison de la maîtrise des prix des transports et des produits alimentaires. En mars 2022, la BEAC a augmenté son taux d'intérêt sur les appels d'offres de 3,5 % à 4 % et son taux de facilité de prêt marginal de 5,25 % à 5,75 %, pour reconstituer les réserves de change régionales ; de 2020 à 2021, ces réserves sont passées de 3 mois à 3,6 mois d'importations. Le déficit du compte courant s'est réduit de 6 % en 2020 à 3,5 % en 2021, grâce à une augmentation plus forte des exportations (31 %) que celle des importations (9 %). Les performances du secteur bancaire en 2021 ont été soutenues par les mesures prudentielles mises en œuvre par la Commission bancaire de l'Afrique Centrale pour atténuer les effets de la crise sanitaire sur la qualité des actifs et la solvabilité des banques. Une détérioration de la qualité des actifs est prévue pour 2022, car à la fin de 2021, la Commission a retiré ses mesures prudentielles.

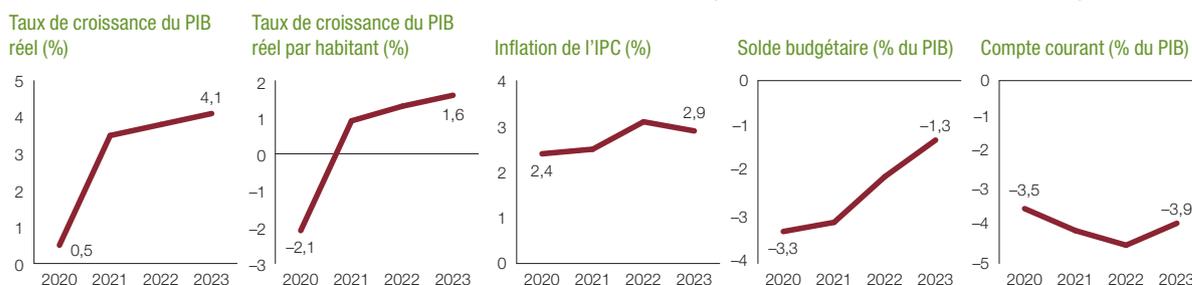
Perspectives et risques

Les perspectives de croissance économique à court terme sont favorables. La croissance du PIB devrait atteindre 3,3 % en 2022 et 3,4 % en 2023, reflétant un secteur non pétrolier dynamique (agriculture, bois et mines). Avec la hausse des prix du pétrole et les réformes engagées dans le cadre du programme du FMI, le solde budgétaire devrait s'améliorer progressivement pour aboutir à des excédents de 2,3 % du PIB en 2022 et 3,4 %, en 2023. La dette publique devrait continuer à diminuer pour atteindre 70,1 % du PIB en 2023. Pour

2022 et 2023, la Banque prévoit des pressions inflationnistes en raison de la guerre en Ukraine qui devrait affecter essentiellement les prix des denrées alimentaires et du transport. L'inflation devrait s'établir à 2,9 % et 2,5 % en 2022 et 2023 respectivement. Les taux directeurs établis en mars 2022 par la BEAC devraient garantir la stabilité monétaire interne et externe. Le solde du compte courant devrait s'améliorer du fait de la hausse des prix des matières premières exportées (pétrole, huile de palme, or, manganèse) pour atteindre des excédents de 2,9 % en 2022 et 0,7 % en 2023. Ces résultats sont toutefois tributaires de l'exécution des réformes structurelles en cours ainsi que des évolutions de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Changement climatique et options de politiques publiques

Le Gabon se classe 130^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Il est exposé à une élévation du niveau de la mer, à des inondations fréquentes et à l'érosion côtière, qui affectent des secteurs clés tels que l'hydroélectricité, l'agriculture, la pêche et les forêts. Les autorités ont pris des mesures pour protéger la faune et la flore avec la création de zones protégées couvrant 11 % du territoire national. L'adoption du Code forestier en 2001 a contribué à renforcer la résilience des terres forestières. Le Gabon dispose d'un cadre politique, institutionnel et juridique relativement développé, intégré à la stratégie nationale de développement. Le pays révisé actuellement sa CDN avec pour objectif de réduire ses émissions de carbone de 50 % d'ici 2025. La forêt couvre 88 % de son territoire et constitue un réservoir de carbone, absorbant quatre fois plus de CO₂ qu'elle n'en émet. Le pays vise à monétiser ses crédits carbone, estimés à 5 milliards de dollars en 2021, et compte utiliser et monétiser le gaz torché pour réduire sa dépendance aux importations de produits finis et passer à l'énergie verte. Le Gabon torché environ 35 milliards de pieds cubes de gaz par an, ce qui représente environ 200 MW d'électricité. Pour atteindre un niveau plus écologique en matière d'électricité et de transport, il doit surmonter des défis technologiques, infrastructurels, financiers et réglementaires.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.